

Madame, Monsieur,

Comme vous le savez, **le prix des terres agricoles, dans les Bouches du Rhône et plus largement en Provence, atteint des sommets** qui interdisent aux paysans d'acquérir l'outil de travail leur permettant de produire, pour nourrir correctement leurs congénères, et vivre décemment.

Les causes de ces prix surréalistes sont, bien sûr, la spéculation foncière due à l'engouement pour notre région, où il ferait toujours beau, et le développement des zones commerciales dans les plaines agricoles. La conséquence, c'est que, **dans quinze ans, l'agriculture devrait avoir disparu du Sud de la région PACA¹ !!!**

Pourtant, vous connaissez la montée en puissance des systèmes de vente directe de produits agricoles, sur les marchés et par les systèmes de paniers hebdomadaires. En 2006, quelques 4000 paniers ont été distribués chaque semaine, rien que dans les AMAP (Associations de Maintien de l'Agriculture Paysanne) de la région ! Dans les grandes agglomérations, il est courant pour les familles candidates à un panier de légumes de compter plus d'une année d'attente ! A l'heure où les transports routiers sont enfin dénoncés comme en partie responsables du réchauffement de la planète, au moment où l'obésité des enfants devient un enjeu de santé publique, ne croyez-vous pas qu'il est plus qu'urgent de réfléchir à repenser l'agriculture péri-urbaine comme une nécessité pour la survie et la santé de tous ?

Pourtant, vous savez également que si les touristes viennent en nombre visiter la Provence, c'est aussi pour profiter de ses sites magnifiques. Les malheureux et récents incendies ont fait à propos réaliser à certains élus de PACA que les élevages ovins et caprins jouent un rôle fondamental dans l'entretien de nos paysages forestiers. Par ailleurs, faut-il continuer à transformer notre département en une succession de zones industrielles comme celles de Fos et de l'Étang de Berre, de zones commerciales comme Plan de Campagne, les Milles et Vitrolles, et de lotissements tous identiques qui effacent tout caractère propre à nos plus beaux villages ? Ne continuons pas à progresser le long de cette spirale infernale qu'est la bétonisation de notre pays. Laissons la terre et les hommes respirer !

Et la croissance démographique, direz-vous ? Selon une étude commanditée par la Région², même dans une hypothèse de forte croissance démographique de la région dans les 20 ans (1 million d'habitants supplémentaires), **il est possible de ne pas consommer de terres agricoles ou d'espaces naturels pour loger tout le monde.** Sans pour autant construire des tours partout, il suffirait de raisonner un peu mieux l'urbanisation en évitant les mitages ou en comblant les zones constructibles non encore remplies. A contrario, le prolongement des tendances actuelles de l'urbanisation devrait amener dans vingt ans à urbaniser le tiers de la superficie de la région. Cela donnerait une immense conurbation littorale entre l'Italie et Avignon. C'est-à-dire, en prenant en compte le relief régional, la disparition de l'agriculture régionale autre que l'élevage de montagne et quelques îlots intensifs, à l'instar des serristes du pourtour de l'étang de Berre !

¹ Etude de la DRAF PACA : Le problème foncier en zone périurbaine, séminaires nov. 2003, mars-mai 2004.

² DUMAS, GENIAUX, NAPOLÉONE, BARTOLI et CEZANNE-BERT (2005): "Identification Qualitative Des Espaces Disponibles Pour L'urbanisation Nouvelle," Conseil régional PACA/ Association CESSA, 280 p.

Nous ne pouvons accepter qu'une monoculture, soit-elle touristique ou commerciale, remette en question la capacité d'une population à se nourrir correctement sans faire venir sa nourriture depuis des milliers de kilomètres. Certes, notre région est belle et nous pouvons accueillir ceux qui s'y plaisent, mais certainement pas une agriculture de loisirs qui, grâce à ses moyens hypertrophiés acquis par d'autres « affaires », pourrait se permettre d'acquérir tout et n'importe quoi, pour en faire tout et surtout n'importe quoi. Aujourd'hui déjà, et demain de façon plus radicale, un bilan de l'autosuffisance alimentaire de la région PACA révélerait des manquements graves en cas de pénurie nationale ou mondiale.

Depuis longtemps, notre syndicat s'est engagé dans une logique de relocalisation de la production visant à éviter les transports coûteux et inutiles ainsi que l'exploitation sans merci de paysans des régions pauvres et de leurs salariés censés nous nourrir à moindre prix. **La nécessité de développer des systèmes où les consommateurs deviennent solidaires de l'activité agricole locale représente un enjeu extrêmement important pour l'avenir.**

Vous pouvez agir sur l'avenir de notre environnement et de la qualité des produits que nous consommons, au niveau communal et intercommunal, en travaillant à :

- Mettre en place des SCOT avec un projet fort, avant les PLU
- Mettre fin aux terres laissées en friche par des propriétaires qui préfèrent attendre de passer en zone constructible que de louer à des producteurs
- Mettre en oeuvre des chartes d'aménagement et de protection des terres agricoles signées
- Mettre dans la balance les contraintes liées à l'accueil de nouveaux habitants : problèmes d'assainissement et de voirie
- Créer des dynamiques au sein des collectivités territoriales et mettre à disposition des outils pour favoriser un aménagement économe du territoire et pour la mise en place d'une cohérence territoriale, comprenant la Zone Agricole Protégée, la Directive Territoriale d'Aménagement, la mobilisation de fonds publics, les conventions SAFER, la suppression des zones NB, des zones d'aménagement différé...

Ainsi, à Aubagne, une charte agricole portant sur plusieurs points (foncier, irrigation, suivi technique, création et animation d'une marque locale) à été mise en place depuis 1985. Le foncier de la zone agricole à été particulièrement suivi avec des conventions passées avec la SAFER, et l'achat des terres par la communauté d'agglomérations, avec rétrocession aux paysans à taux zéro et donc sans besoin de caution.

Il est temps pour les pouvoirs publics de sortir l'espace agricole nourricier des hommes de la spéculation foncière, et de garantir une autonomie alimentaire locale.

Toutes ces considérations nous amènent à vous poser une unique question :

« Si vous étiez élus, seriez vous prêts, avec l'aide de la région PACA, du département, de la SAFER et, pourquoi pas, de l'état Français ainsi que de l'Europe, à acquérir des surfaces agricoles que vous mettriez à disposition, par bail rural ou autre, à des producteurs potentiels capables d'assumer l'approvisionnement des villes dont vous revendiquez, à ce jour, d'être les gouvernants et gestionnaires à venir ? »

Nous sommes à votre disposition pour toute discussion sur ce sujet vital pour l'agriculture, une alimentation et plus globalement une vie de qualité. Soyez certains que nous serons attentifs à votre réponse et en ferons part à vos futurs électeurs.

Cordialement,

Frédéric Vuillermet, porte-parole